

Déclaration au CTA du 10/12/2020

Madame La Rectrice,
Mesdames et Messieurs les membres du CTA,

Garantir l'amélioration du fonctionnement de notre système éducatif, **Repenser, projeter** sont des caractéristiques essentielles de nos sociétés démocratiques à qui il appartient de donner sens à l'action quotidienne de nos sociétés, des femmes et des hommes qui la composent. Bien sûr, les constats sont obligatoires mais ensuite il s'agit de construire les réponses nécessaires. **Ces réponses ont deux inconvénients majeurs : elles coûtent cher et elles demandent d'avoir le courage de regarder en face la réalité d'une profession en souffrance et d'une partie importante de nos élèves qui, à l'issue de leur parcours scolaire, payent comptant leur origine sociale.**

Entendre ce n'est pas écouter ; ne pas se montrer attentif à cette irruption du monde de l'Éducation, ne pas voir cette nécessité de sérénité et de stabilité, c'est faire violence au corps social et à tous les professionnels de l'Éducation qui le composent.

La réalité de notre système éducatif, ce sont des personnels administratifs qui doivent gérer trois fois plus d'agents que partout ailleurs dans l'administration. Ce sont des personnels d'encadrement qui tentent de donner sens à des instructions successives et souvent contradictoires. Ce sont des personnels médicaux-sociaux, sollicités, mobilisés tous azimuts avec des missions primordiales mais des conditions d'exercice dégradées pour les mettre en œuvre.

Équité, c'est bien de cela qu'il s'agit tant pour nos personnels qui nous disent chaque jour combien ils ressentent l'injustice d'une reconnaissance en actes insuffisante, que pour nos élèves et leur famille qui savent bien que la promesse républicaine n'est pas pleinement tenue.

La Laïcité qui est centrale pour l'UNSA Éducation est chaque jour menacée par ceux qui veulent affaiblir notre système républicain et qui s'engouffrent dans les failles d'un système éducatif où la formation des personnels est insuffisante et l'accompagnement ou la réactivité souvent défailants.

Lutter contre les inégalités des conditions d'accès aux savoirs et à la culture doit être le cap à tenir tout comme la reconnaissance d'un investissement de la Nation pour son avenir à la hauteur des enjeux contemporains, un investissement qui ne peut plus attendre.

Émanciper est bien cette finalité de l'École que porte consubstantiellement notre syndicalisme réformiste et que nous voulons voir se concrétiser sans plus attendre. Nous renouvelons l'expression de notre impatience à voir une loi de programmation être confirmée et réaffirmons que le Grenelle actuellement en cours ne saurait servir à court-circuiter les travaux de l'agenda social.

Dans notre académie des initiatives sont les bienvenues comme la mise en place du Blanc 1^{er} degré que l'UNSA tenait à saluer. Saluons aussi le renforcement des dispositifs linguistiques, en particulier en lycée professionnel où les langues appliquées aux pratiques professionnelles ont besoin d'un développement indispensable.

De nombreuses améliorations sont aussi nécessaires, comme l'évolution du GT Carte des formations actuellement simple information sans documents préalable suivi d'un temps d'échange basé sur des cas particuliers et des positions de principe. Alors que sur un sujet aussi crucial dans ces enjeux, sur l'équité territoriale comme professionnelles pour l'avenir de nos élèves, la formule qui nous est proposée manque singulièrement de dialogue et d'ambition. Nous comptons sur vous Madame La Rectrice qui amener cette problématique à la hauteur des enjeux académiques qu'elle représente.

L'automne nous amène son lot d'enquêtes internationales comme la dernière en date sur les mathématiques par exemple. Des résultats trop souvent peu encourageants. Mais dans ses communiqués, la presse oublie trop souvent de parler des moyens mis en œuvre, en termes de formation, d'heures, d'effectifs élève comme en personnels enseignants, d'adaptation des locaux, de matériel tant de manipulation qu'informatique. Toutes ces questions que nous, à l'UNSA Education scrutons avec la plus grande attention.

Certains pays injectent les moyens nécessaires à leur politique, la France non : elle réforme. Notre système éducatif souffre -et le mot est choisi volontairement- d'une réforme aigüe, effrénée, au gré de l'humeur du jour du ministre et de l'air du temps, sans cohérence, et surtout sans bilan des mises en place antérieures. Chaque responsable politique veut sa réforme, au détriment de ses personnels et de leurs élèves. En ces temps d'urgence sanitaire fortement anxiogène, un stand by aurait été salutaire.

Salutaire pour définir des priorités, comme il nous faudra le faire pour le déploiement des tests antigéniques. Avec les ressources médico-sociales qui sont les nôtres dans l'académie, moyens en plus dévolus exclusivement aux élèves, aucun autre choix n'est possible. L'UNSA education le regrette mais agira comme toujours dans l'intérêt des personnels du service public d'éducation.

Merci de votre attention

Les élus de l'UNSA Education en CTA